

LE « PRINTEMPS DES PEUPLES »

Les événements qui viennent de se produire en Tunisie, puis en Égypte, avec leurs spécificités, font apparaître, de manière indubitable, un phénomène lourd de conséquences : la sous-estimation de l'autonomie du peuple.

Durant des décennies, on a peu à peu fait disparaître une réflexion sérieuse sur la réalité de ce qu'étaient les peuples du monde arabe en leur substituant une vision caricaturale et réductrice.

Schématiquement, la quasi totalité des « experts », des diplomates, des « observateurs » distinguaient une minorité démocratique, en général formée à l'occidentale, destinée soit à se taire soit à souffrir des exactions des pouvoirs en place (minorité peu soutenue, car réputée non susceptible de peser sur l'avenir de ces États et encore moins d'être une alternative crédible aux dictatures en place), une masse plus ou moins amorphe sans conscience politique, susceptible de se révolter dans des « émeutes de la faim » (multitude indéterminée conçue, avant tout, comme des « ventres » plus ou moins affamés), mais guère plus. Aussi, suffisait-il de lui donner du pain pour ramener le calme, après la neutralisation des « meneurs », nécessairement « manipulés ». L'insécurité était, en ce qui concerne cette « masse », avant tout perçue comme « alimentaire ». Enfin, une partie dangereuse de la population, plus ou moins clandestine selon les pays, au nom générique d'islamistes (fanatiques par définition, ils étaient la main invisible qu'il fallait couper pour l'empêcher d'inciter les sociétés à se révolter).

Face à cela, des appareils d'État, détenus par une minorité, « tiennent bien en main la situation » (critère principal d'appréciation des États occidentaux) comme on visse un couvercle d'égout pour qu'il ne refoule pas.

L'« ordre étatique » avait un double but :



- Le premier, intérieur, parce qu'il permettait à une minorité de mettre le pays à sa botte pour son seul profit. Sans idéologie particulière, au mieux tentant de cacher son appétit de prédateur derrière des discours creux.

- Le second, la stabilité aux yeux des États occidentaux, en tête desquels les Américains, obnubilés par le danger islamiste (cf. aujourd'hui la position d'Israël, qui se targue d'être la « seule démocratie de la région » réclamant le maintien de Moubarak, pour assurer sa propre sécurité).

La « divine surprise » (pour une fois dans le bon sens) de ce qui s'est passé en Tunisie, ensuite en Égypte et bientôt dans d'autres États, vient sans doute du fait que, tandis que les États occidentaux craignaient les « islamistes », les « sociétés civiles » de ces États, démontrant leur autonomie, ont fait la révolution au nom de valeurs humaines universelles et ce, sans encadrement ni leader identifié de longue date... ni manipulation !

Si les « observateurs », les chancelleries, les « experts » de tous poils n'ont rien vu venir, c'est bien parce qu'ils avaient une grille de lecture des sociétés concernées totalement erronée : à force de « commenter » tout et n'importe quoi, sans

* Pierre Vallaud est historien et éditeur; Spécialiste de l'histoire des relations internationales

références sérieuses (et surtout historiques), à force d'être soumis à l'idéologie dominante, ils en sont venus à oublier de quoi étaient faites les sociétés : des individus en chair et en os, aux aspirations universelles.

Après avoir jeté aux orties le « peuple » de Marx et de Engels, mais aussi de Tocqueville et de Michelet, les commentateurs et les décideurs ont manifesté un remarquable « mépris des masses », perçues comme une sorte de « marais », de « ventre mou », fataliste et soumis. Le fait de ne plus parler que de « formation sociale », de « société civile », est, de ce point de vue, particulièrement significatif, puisqu'il ne s'agit de rien d'autre que de la substitution d'un vocabulaire à prétention sociologique « neutre » au vocabulaire politique et historique : le « peuple souverain » de 1789 qui va de pair avec « les droits de l'homme ».

Désormais, il faut revenir à l'essentiel et se pencher sur ce que le peuple veut, puisqu'il vient de manifester qu'il n'avait besoin d'aucune « idéologie » (sauf à considérer que vouloir être libre est une idéologie), d'aucun chef charismatique, mais seulement de ressentir l'injustice et l'absence d'avenir pour avoir le courage de s'opposer à la force brutale d'appareils d'État uniquement conçus pour le tenir sous le joug ou en respect, fût-ce dans le sang.

Dans leurs derniers soubresauts, les dictatures ont tenté de « concéder » des libertés. Au nom de quoi ? Seraient-elles propriétaires des libertés publiques pour les accorder au compte-gouttes en fonction du rapport de force ?

Les peuples arabes aujourd'hui et, à leur tête, l'admirable peuple tunisien, ont rappelé et fait, à nouveau, la preuve que les libertés se conquièrent et que nul ne doit attendre qu'elles soient tolérées ou octroyées par la minorité de nantis sans foi ni loi

qui les ont abolies.

L'Occident, comme les régimes en place, craignent la « rue arabe » et ils avaient raison bien au-delà de ce qu'ils imaginaient. Même si le chemin est long encore vers la démocratie, car certains vont tenter de confisquer la révolution, le danger fondamentaliste est bien réel et les voyous évincés du pouvoir s'efforceront toujours de récupérer ce qu'ils ont perdu sans lésiner sur les moyens, il vaut mieux courir ces risques-là que vivre dans la certitude bien réelle de dictatures impitoyables que rien ne justifie, ni la « stabilité » du monde » ni la lutte contre le terrorisme. D'autant que ces dictatures viennent de faire la démonstration de leur incapacité à venir à bout du fondamentalisme puisqu'il menace encore (après trente ou quarante ans de traque, quelle efficacité !) ainsi qu'à apporter, au moins, le bien-être matériel minimum à leurs citoyens.

Force est bien de constater une fois pour toutes que le meilleur rempart contre les extrémismes (en particulier religieux) n'est pas la dictature, mais bien la démocratie. Le désordre, le chaos et le sang, ce sont les dictatures et les régimes coercitifs, ce n'est pas le peuple qui lui, vient de faire la démonstration de sa maturité, de son sang-froid et de sa capacité auto-organisationnelle.

Il faut donc, et sans faux-semblant, que les démocraties, Union européenne en tête, mettent tous les efforts qu'elles ont consentis sans états d'âme pour soutenir les dictatures au service de la construction de la démocratie par les peuples concernés. Une démocratie dont elles sont censées être les garantes et les modèles

The opinions expressed in this article are those of the author and do not necessarily represent the views of the EUISS